L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 13 JANVIER 1887. 60me Année

Dufour & Donnet.
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La. as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS
JEUDI 13 JANVIER 1887.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour nos petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

Reaction, en France, contre le système parlementaire.

Nous voyons, avec plaisir, que l'on commence à comprendre, en France, la faiblesse du système gouvernemental auquel est soumis le pays. Voilà six ans et, bientôt, quatre mois, que la République y existe, et nous sommes profondément convaincu que c'est le seul régime qui y soit possible. La preuve, c'est que, malgré toutes les accusses qu'il a reçues, il est aujourd'hui aussi fort, aussi jeune que le premier jour. C'est, depuis 1789, le seul chef lequel, à cet âge, on n'ait pas à constater des symptômes de sénilité, de caducité.

Eh bien, veut-on savoir combien il y a eu de cabinets dans la troisième République? En voici l'énumération — 1. Jules Favre, 4 septembre 1870—2. Réorganisation du cabinet avec le même président du conseil, 19 février 1871—3. Jules Dufaure, 2 août 1871—4. Réorganisation, par le même, 18 mai 1873—5. De Broglie, 25 mai 1873—6. Réorganisation, par le même, 27 novembre 1873—7. De Cissey, 22 mai 1874—8. Buffet, 10 mars 1875—9. Jules Dufaure, 9 mars 1876—10. Jules Simon, 12 décembre 1877—12. De Rochebouet, 23 décembre 1877—13. Jules Dufaure, 5 décembre 1877—14. Waddington, 4 février 1879—15. De Freycinet, 28 décembre 1879—16. Jules Ferry, 23 septembre 1880—17. Gambetta, 14 novembre 1881—18. De Freycinet, 31 janvier 1882—19. Jules Ferry, 21 février 1883—20. Brisson, 6 avril 1885—21. De Freycinet, 7 janvier 1886—22. Goblet, 11 décembre 1886.

La constitution définitive des Etats-Unis en République ne date que de 1788, à partir de la première élection de Washington à la Présidence, il y a de cela plus de 98 ans. Dans cette longue période, il n'y a eu que trente-trois Présidents et, par conséquent, trente-trois administrations, ayant tous été chefs, ayant tout comme également : ils n'ont pas tenu compte des réélections, le nombre en serait passablement diminué; il en aurait beaucoup diminué, si des hypothèses qui se sont succédé, en France, depuis 16 ans.

Dans ces 98 ans, plusieurs Présidents sont morts dans l'exercice de leurs fonctions; ils ont été remplacés simplement, naturellement, régulièrement, pacifiquement par le ministre, vice-président, immédiatement après eux. L'union a traversé une grande guerre civile qui a menacé de la couper en deux tronçons. L'ordre de choses établi n'a pas été sérieusement ébranlé. Il y a eu, en outre, les affaires publiques, cette, jusqu'en 1861, aussi nombreuses que pour le Régime sévère et ferme; il est certainement, plus solide, depuis cette époque. Cela est incontestable et admis par tout le monde, au delà des limites du pays.

Le pays doit-il en conclure à la stabilité d'un ordre? Pourquoi cette dépendance notable de la France? C'est que les Etats-Unis, pays nouveau—la forme Républicaine et démocratique—est, tout d'abord, doué des institutions, des mœurs, des habitudes, des aspirations qu'il leur faut à ces hommes que les Français, soutant beaucoup de la stabilité, pour exister en République, n'ont fait que changer de capacité. Les Français ont, en moins de mois, trois ministères et ce n'est pas encore la fin. Le gouvernement a, tout à la fois, les détracteurs de la République et ceux de la monarchie.

Il était arrivé une chose à peu près semblable à ces républicains de 1848. Un prince, héritier d'une grande popularité et portant le nom le plus glorieux de l'histoire moderne, avait été du Président, par le suffrage universel, il en avait fait, pour rétablir l'Empire, un vaste grande population dans le peuple. Les républicains ont eu peur du renouvellement d'un coup d'Etat : ils ont accepté l'élection présidentielle et en ont confié le choix aux deux Chambres, réunies en congrès. Ils n'ont pas vu qu'ils allaient la difficulté. Ils ne faisaient que la reculer, car, en supposant que le peuple venait fournir le chef à la République, il aurait une majorité de députés et de sénateurs représentant les tendances monarchiques. Le congrès, se trouvant alors réactionnaire, ne fait ce que de la moitié plus un. Pourtant, choisir un membre d'une de ces deux Chambres. Le danger serait absolument le même. Ce qui a la fonction peut faire directement, elle le ferait indirectement, et rien ne pourrait l'en empêcher, puisque tout est basé sur le suffrage universel—institution qui est aujourd'hui aussi inébranlable que le roc et dont on ne peut seul soupçonner ceux qui ont à en user le peuple, ne fait ce qu'un seul instant. Si quelqu'un l'osait jamais, les chasseurs partiraient tout seuls, suivant l'expression du maréchal McMahon.

Cette interprétation des pouvoirs dans le parlement devait, pourtant, créer des embarras. Se mouvant de droite à gauche, ou de gauche à droite, d'après les mouvements du moment, les Chambres poussent, par des coups de majorité, par des coalitions plus ou moins avouables, renverser cabinets sur cabinets, créer une instabilité ministérielle intolérable et paralyser toute action gouvernementale. Pour remédier à ce mal, les républicains se sont imaginé de la nasser, parmi les débris des Constitutions, monarchiques et impériale, qui avaient créé en 1848 et en 1870, le droit de dissolution, pour en investir le Président. Il en résulte les plus étranges anomalies. La magistrature suprême qui n'a, réellement, pas d'existence indépendante, se trouve revêtu d'une prérogative royale. A un moment donné, il est supérieur au souverain, qui est le corps législatif; créature du parlement, il lui est loisible de chasser ceux qui lui ont vie qu'il est; en un mot, c'est l'employé qui renvoie celui qui l'emploie. Il est clair qu'exposer cette situation, pour en faire comprendre la fausseté.

Il est inutile, également, d'insister sur les défauts du régime parlementaire au sein d'une République; ils sautent aux yeux de chacun, et les vingt-une chutes et recommodages de cabinets, que nous venons d'énumérer, en sont la preuve la plus évidente.

Il ne faut pas croire que le mal provienne de l'absence momentanée d'une majorité compacte dans les Chambres. Rien de fragile, rien de changeant comme les majorités sous les régimes parlementaires; il ne faut qu'un accident, quelqu'étous insignifiant, pour la détraire. On ne bâtit quoique ce soit de solide sur le sable mouvant des assemblées délibérantes.

Il se prédoit, en ce moment, une réaction heureuse, bienfaisante contre ce régime; elle est due, en grande partie, aux rapports fréquents et amicaux qu'ont entretenus entr'elles les deux Républiques française et américaine, depuis quelques années.

De nombreux et éminents hommes politiques d'outre-mer ont traversé l'Atlantique; ils sont venus examiner le fonctionnement du gouvernement de l'Union; ils ont été étonnés de la stabilité de nos institutions, ils en ont compris la beauté, le superbe agencement.

Qu'on le croie bien, ce ne sont plus seulement des monarchistes qui s'amusent à montrer du doigt les défauts de la République, pour en dégoûter le peuple : ce sont les républicains eux-mêmes qui sentent le besoin d'en finir avec une situation anormale, grosse de dangers qui se renouvellent à chaque instant. Des écrivains prennent la plume, des publicistes font des conférences, des journaux se fondent, dans ce but. Le mouvement est plus actif qu'on ne le pense ; de hautes intelligences, de vrais patriotes, y prennent part.

L'idée se propage peu à peu et s'infiltre dans l'esprit des masses. Un jour—qui n'est pas peut-être pas éloigné de nous—s'élèvera un cri général contre les excès du régime parlementaire. On renverra le pouvoir législatif à sa législation ; on lui dira de laisser l'exécutif administrer, tranquillement, les affaires de l'Etat; on se contentera de demander à ce dernier des sûretés pour la nomination de ses fonctionnaires, comme cela se pratique aux Etats-Unis—le tout, à la grande joie des amis de la République, qui sont plus nombreux qu'on ne le pense, non seulement en France, mais dans beaucoup de contrées des deux mondes—surtout de ce côté-ci de l'Atlantique, parmi les Américains du Nord et du Sud.

LOUISIANE.

Le Pionnier, Napoléonville, paroisse Assomption, du 8 janvie :

Nous sommes en janvier.

Et nous pourrions bien dire, avec un semblant d'érudition, que ce mois Janus fut créé par Numa Pompilius, qu'il devint le premier mois de l'année par une ordonnance de Charles IX, qu'il a trois bonnets d'hiver et 31 jours, et qu'il y eut un saint de ce nom, évêque de Hénévent, décapité à Pouzzoles et très honoré à Naples.

Mais nous préférons dire qu'un brave Louisianais de la paroisse St-Jean-Baptiste, du nom d'Ulger Vicknair, publia en 1868, peu de temps après la guerre, un livre d'une utilité réelle et vraiment pratique intitulé : *Le Jardinier économique et productif de la Louisiane.*

Ulger Vicknair comprenait que la Louisiane de la canne à sucre, du coton et de la grande culture entrait dans une phase nouvelle, que l'heure des jardins et des légumes était venue, et que l'horticulture, jusqu'alors négligée et dédaignée chez nous, allait acquérir toute l'importance et toute la considération auxquelles elle a droit.

Le livre de notre concitoyen vaut mieux qu'un roman.

Concernant *Janvier*, nous en extrayons le paragraphe suivant :

"*Janvier.*—Semer en terre bien préparée : petits pois, haricots nains, raves, radis, chicorée, céleri, navets blancs hâtifs, carottes courtes hâtives, choux d'York gros et petits, Bonneuil ou St Denis, rhumbead ou tambour, cœur-de-bœuf, pains de sucre, choux-fleurs, brocolis, oignons d'ognons français, concombres, bremes, tomates, ails par gousses, betteraves, maïs, pommes de terre—repiquer le plant d'oignons, choulles et choublittes—transplanter les arbres."

C'est clair, n'est-ce pas? Et tout bon campagnard doit savoir cela et faire cela.

Car le jardin, voyez-vous, c'est comme notre moisin dit : la moitié de la vie. Une ferme sans jardin n'est pas une ferme ; une habitation sans jardin n'est pas une habitation ; et celui qui ne fait pas jardin, ayant la terre, n'est pas un homme raisonnable.

Il importe que nous soyons tous jardiniers.

Avec un bon jardin, croyons-le, on ne meurt pas de faim, et les légumes *paient* toujours, puisqu'on s'en nourrit et qu'on les vend. S'il nous fallait les acheter, ne nous contenterions-nous pas? Et pourvons-nous admettre que la Louisiane ait de la terre d'alluvion, du sol fécond et riche, un tout germe, un tout pousse, où tous les légumes sont magnifiques, où l'hiver n'est pas un hiver, où les printemps sont un don de la nature et du climat, où nous devrions produire pour l'exportation et pour la richesse, soit tributaire des autres Etats et jusqu'à se voir sur les choux de sa soupe, les pommes de terre de son frioit, les tomates de ses lambes et les haricots de sa table?

Oui, Louisianais, soyons jardiniers.

Plantons également des arbres.

Janvier est le mois : Ulger Vicknair nous le dit.

— Si le *Pionnier* de Napoléonville, qui n'est qu'un tout petit bonhomme de journal campagnard, pas malin sans doute, peu lettré certainement, mais tout dévoué à sa paroisse et aux intérêts de l'agriculture et des agriculteurs, possédait une *ferme* de trente ou quarante arpents ou une *plantation* de plusieurs centaines d'arpents, avec une sucrerie dessus, le *Pionnier* ne serait point embarrassé, et voici tout simplement ce qu'il ferait :

Il ne nous compose-nous d'abord de la *ferme*, que nous voyons ici, là et partout, dans ses proportions voulues et pratiques. Nous passerons ensuite à la *plantation* sur laquelle, sachons-le bien, nous trouverons autant de fermes que nous voudrons, quand nous le voudrons. Le tout est de vouloir. La ferme, du reste, est la solution du problème louisianais. Elle ne détruit point l'industrie sucrière, mais plutôt l'améliore on la régularise, et c'est par elle que *l'union réalise*, avec sa puissance de machine et sa perfection de procédés, s'établir et se consolide pour le plus grand bien de tous et pour le plus grand avantage de la Louisiane, que nous ne devons pas abandonner et qui ne doit pas se décourager.

.....Dernier et chef de famille, cette année surtout, je semerais beaucoup de maïs, beaucoup de maïs *tout plein* du maïs, comme nous disons quelquefois. Mais je le travaillerais très consciencieusement, pour que la récolte soit abondante et *pas bien*. Labourer à moitié et pucher pour rire, cela ne suffit pas. Parce que le maïs est bon enfant et pousse sans peine, ce n'est pas une raison pour le négliger ou le laisser pousser tout seul. Les beaux épis disent le bon laboureur, et le demi travail, avec le maïs comme avec toute autre chose, ne produit que demi récolte. Mais croyons bien que trente barils l'arpent ne sont pas un grand miracle, et sachons également que la paille de maïs est un excellent fourrage. On s'en sert aussi pour cigarettes. La pipe coton de maïs est délicieuse, et la barbe de l'épi, en tisane, guérit les graveleux.

Mais pourquoi *semer* tant de maïs que cela?

Car on *sème* le maïs, messieurs, et l'on *plante* la canne.

Pourquoi?

Avons-nous besoin de le dire?

Assurément, nous le dirons, et quand chacun aura bien compris que le maïs est la base ou le principe de la ferme et de la plantation, que le maïs est le produit absolument nécessaire, que le maïs est le pain de la maison et la nourriture de tous les animaux domestiques, chevaux, mulets, vaches, cochons, poules, etc., on rendra justice à celui qui fut si longtemps dédaigné pour la canne à sucre et méprisé comme plébéien sans noblesse et sans blason.

Le *Fermier Louisianais*, Nouvelle Ibérie, paroisse Ibérie, du 8 janvier.

Puisque la Louisiane achète du Nord une quantité énorme de conserves alimentaires, qu'elle pourrait fort bien préparer elle-même, nous ne voyons pas pourquoi les tomates, le maïs tendre, les pois, les pêches, les figues, la moutarde, le poisson rouge, les crevettes, les huîtres, la tortue, le gombo, et une infinité d'autres produits végétaux ou animaux ne pourraient pas être préparés ici et vendus dans tous les pays du monde, comme on le fait au Nord, dans des conditions beaucoup moins avantageuses. Un "Canning Factory," en grand, embrassant tous les produits des différentes saisons, rémunérerait largement les innovateurs et rendrait des services immenses à la ferme, à l'horticulture, aux pêcheries louisianaises.

—La solution du problème de l'industrie sucrière, y compris la construction, le fonctionnement et le succès des usines centrales, s'aura lieu que dans l'association.

Malheureusement, l'association, dans les conditions où se trouve la Louisiane, est presque impossible; le capitaliste fait défaut, et le labeur, démoralisé, grâce au système que nous subissons, est complètement incapable de comprendre où se trouve son intérêt et de savoir en profiter.

Lusine supposée la ferme ; celle-ci en grande partie, manque. Donc, il faut, d'abord, créer l'une avant de songer à l'autre. Louer des terres, des animaux ; faire, en un mot, ce que l'on a déjà fait, mais sans attacher le travailleur au sol, par le plus puissant des liens —la propriété—c'est se condamner à un insuccès inévitable.

L'homme à la terre, la terre à l'homme ; celui-ci la cultivant, celle-ci le nourrissant, lui sa famille et, surtout, lui appartenant—telle est la seule base sur laquelle peuvent prospérer les usines, centrales ou non.

Le *Meridional*, Abbeville, paroisse Vermillion, du 8 janvier :

Dimanche, nous avons eu un froid intense, et, lundi matin, il y avait trois pouces de glace, autour de nous. Le thermomètre marquait 18 degrés; il tombe rarement aussi bas.

On nous affirme qu'il règne une grave maladie sur les porcs, dans notre paroisse. Les fermiers n'en connaissent pas la nature. La où elle fait son apparition, elle atteint presque tous les animaux, que la mort frappe bien vite. On a vu des troupeaux entiers périr. Nous invitons donc notre population à prendre bien garde au porc frais.

Le *Protector*, Pointe-à-la-Hache, paroisse Plaquemine, du 8 janvier :

Nous apprenons que M. Joseph Miller, de Pointe-à-la-Hache, vient de s'associer à M. George Conrad pour l'exploitation de deux cent cinquante acres en rizière, sur l'habitation La Réussite. M. Miller est connu comme un de nos jeunes gens les plus actifs, les plus expérimentés dans ce genre d'industrie. La terre, sur cette habitation, étant très-propice à ce genre de produit, nous avons la conviction qu'il fera une abondante et fructueuse récolte.

—Décédé, au Nicholls Postoffice, paroisse Plaquemine, à l'âge de 67 ans, M. Michael Ross, natif de Bade, Allemagne. Il résidait dans le pays depuis quarante-trois ans.

Le *Courrier*, Houma, paroisse Terrebonne, du 8 janvier :

Nous avons pu voir, vendredi, chez Thom. J. A. Hubbard, un magnifique porc que l'on venait de tuer. Il avait 8 pieds de long et pesait 165 livres. C'est 42 livres de plus qu'un autre porc que M. Hubbard a tué, il y a quelque temps, et dont nous avions fait mention.

Ce porc n'avait que 14 mois; il était de la race de Jersey. M. Hubbard a importé, il y a deux ans, deux porcs de cette race, âgés seulement d'un mois ; il avait payé la paire $50.

La détresse de l'agriculture anglaise.

Toute savante, progressive ou perfectionnée qu'elle soit, si avisée ou si hardie qu'elle ait été dans ses diverses évolutions, en dépit des mesures de protection dégusée qui l'ont aidée dans ces dernières années, l'agriculture anglaise

l'agriculture modèle—succombe—où la *Gazette de France* du 27 décembre—aux effets méfiantables du libre-échange, et nul, à présent, ne le conteste plus.

Doit-elle donc périr, se demandent de l'autre côté du canal non plus ses détriments seulement, mais certains économistes et jusqu'à des hommes de gouvernement qui mêlent une campagne assez vive dans la presse sous la pression qui s'amorce—énergique et prochaine—par la série des réunions publiques qui se tiendront à Londres, à occasion du concours d'animaux gras et dans lesquelles les revendications de la grande malade se produiront, en dehors de toute préoccupation politique, pour aboutir à une conclusion impatiemment attendue.

Non, répètent toutes les voix : l'agriculture anglaise ne doit pas périr; et sérieusement on cherche les moyens de porter enfin remède à une détresse qui s'accentue de plus en plus sur tous les points du Royaume-Uni.

La gravité de la situation—tout le monde en convient—a été amenée par l'avilissement persistant du prix des grains, dont, depuis 1875, la baisse dernière, la diminution constante de la culture du blé, culture maîtresse dont il importe à l'Angleterre de produire au moins les trois quarts de sa consommation annuelle, sous peine de n'avoir plus à compter que sur les apports de l'étranger.

A propos de la question monétaire, une autorité en la matière, touchée de la situation dincile du fermier anglais, constate que le blé, l'orge, la laine, le beurre, les moutons et bétail—rien que cela—ne peuvent se vendre aujourd'hui qu'à des prix inférieurs d'environ 30 0/0 aux cours moyens d'il y a douze ou quinze ans. Aussi se saurait-il plus être question d'aucune avance au sol, d'amélioration d'aucune sorte. C'est pire encore, c'est l'abandon des fermes, un grand nombre d'ouvriers agricoles sans travail, l'abaissement forcé des salaires.

La *France* s'en mêle : chaînes en de ces mains, il déplore que l'importation du blé et des autres denrées alimentaires—entraînant pour une part de plus en plus considérable dans l'approvisionnement du Royaume-Uni—le mette ainsi depuis en plus sous la dépendance des marchés étrangers. Il relève entre autres : "Quelque chiffre d'importation de blé et de farine en 1885—77,331,707 quintaux dont le paiement a fait sortir du pays la somme de $13,408,950 francs. Or, voici qu'à ce sujet les années se suivent et ne ressemblent. On ne saurait demeurer indifférent à la constatation de pareils faits.

D'autres feuilles autorisées font chorus.

D'après les dernières publications du département de l'agriculture, chaque année voit diminuer l'étendue des terres ensemencées. Cela tient à ce que les fermiers ne peuvent continuer à produire du blé à perte. Qu'adviendrait-il de l'alimentation du pays au cas d'une grande guerre?

Le blé ne *paie* plus et ceux qui le cultivent se demandent avec inquiétude s'il *paiera* jamais à l'avenir. Toutes les ressources sont épuisées ; le manque d'argent fait les moyens d'entreprendre avec chance de succès une nouvelle campagne. On ne vit jamais semblable détresse, et beaucoup—se retournant vers les pouvoirs publics—réclament comme une impérieuse nécessité l'établissement à la frontière d'un droit de 4 fr. 50 par hectolitre.

Au tour des ouvriers agricoles à présent, tous fortement atteints par une crise dont ils n'entrevoient pas la fin. Réunis dans un meeting tenu à Montauban, ils ont voté une pétition en faveur d'un bill qui rendrait obligatoire la culture du sol, "afin d'assurer au peuple de la nourriture en abondance et de pouvoir dépenser au profit de l'industrie nationale, les millions aujourd'hui payés à l'étranger pour subvenir aux besoins de la consommation.

Ces deux solutions—l'établissement d'un droit de douane et la culture obligatoire—on en propose d'autres—suffisent à démontrer que la crise agricole en Angleterre est parvenue à un degré d'intensité qui éveille la sollicitude de la nation tout entière sans distinction de classes ni de partis politiques. On est d'accord aujourd'hui pour demander que l'agriculture anglaise soit mise en état de lutter à armes égales contre ses concurrentes du dehors.

FÉLICITÉ OU RÉPRIMANDE?—M. Lambert de Sainte-Croix a-t-il été félité ou réprimandé pour son discours de Lyon? se demande la *République Française*.

Le *Soleil*, le *Moniteur*, le *Gaulois*, le *Figaro*—ajoute le grand organe de Paris—publiait, à ce sujet, la note suivante :

"M. Lambert de Sainte-Croix a reçu de Mgr le comte de Paris une lettre particulière le remerciant d'avoir tracé, dans son discours de Lyon, à côté du tableau des maux dont souffre la France, quelques-uns des caractères principaux du gouvernement qui peut les réparer.

"Cette avait été précédée d'un télégramme dans lequel le prince exprimait à M. Lambert de Sainte-Croix "ses félicitations sincères et sa cordiale approbation."

La *Gazette de France* n'est pas du même avis, car elle disait au lendemain du discours :

"Il (le discours) n'est pas seulement en contradiction avec la note Blowitz insérée par le *Times*; il ne dit pas seulement le contraire de ce que portait cette note,—il combat très vertement l'opinion qu'elle semblait avoir pour but de recommander."

Et plus loin :

"Que signifient ces déclarations, qui, sous des formes très différentes, il est vrai, se contredisent?

"Cela, nous ne nous chargeons pas de l'expliquer, parce que nous ne sommes dans les secrets d'aucuns dieux, pas plus des petits que des grands."

CONFESSION DE NOËL.

CONTE VRAI.

Il y a dix sept ans de cela.

La neige, à la même date, étendait au loin son morne linceul, parsemé de taches écarlates, et le canon tonnait son glas funèbre, qui remplaçait dans les campagnes normandes le joyeux carillon de Noël.

Les Prussiens sont à Rouen, et, sur les plateaux qui bordent la vallée de la Seine, les populations anxieuses attendent, la rage au cœur, l'invasion toute prochaine.

La nuit tombe, elle enveloppe le bourg de B....., qui confine à la forêt de La Londe, et qu'on ne distingue plus, sous son blanc manteau de frimas. Les lumières brillent bien encore à toutes les fenêtres, mais ce n'est pas pour éclairer le réveillon traditionnel ; et l'oie grasse ne se doute pas, au tourne-broche oublié.

Dans chaque maison, un groupe de jeunes soldats, hâves et fatigués, se chauffe à la flamme hospitalière. On n'ose se reposer, par crainte d'une surprise. Quel est leur régiment? On le démêlerait avec peine, car leurs vêtements déchiquetés ont perdu forme et couleur, leurs savates trouées s'attachent avec des ficelles, et plusieurs se sont fabriqué des pantalons dans un morceau de couverture. Ces enfants, improvisés soldats, qu'une rude et rapide expérience, la misère et la bataille, les nuits glacées et les jours sans pain, ont bronzés prématurément, ce sont des mobiles, que l'espoir a abandonnés, mais non pas le sentiment du devoir à remplir et de l'honneur à sauver.

Leurs officiers veillent comme eux, avec le pressentiment d'une lutte nouvelle. La cuisine du presbytère les abrite. Ils s'entretiennent des combats de la veille, de ceux qui vont suivre. Les souvenirs de la famille absente se mêlent aux images du présent, s'échangent familiers et sourians, devant la mort qu'on sent planer.

Soudain, on frappe à la porte.

—Entrez! crie le capitaine.

Un mobile se présente. Sur son collet se distingue encore un galon quadrille : c'est le clairon, un petit brave, intelligent et déluré, qui a trouvé, dans la guerre, le moyen de s'antiquer à peu près convenablement.

—Vous m'avez fait demander, mon capitaine?

—Oui. Tu m'étonnes, mon garçon. Comment, tu désertes, à l'heure où nous sommes visiblement menacés! Tu as accepté, ce matin, sans me consulter, je ne sais quel emploi de copiste, sans un semblant de bureau, à l'état-major! J'attendais mieux de toi!

—Mon capitaine, je n'ai fait qu'obéir. On a su que j'étais, avant la guerre, élève de l'Ecole des arts-et-métiers. Vous avez toujours parlé favorablement de moi. On a cru que je serais utile..... pour les plans.

Les officiers se détournent irrévérencieusement, en apprenant qu'il existait des plans où ce jeune gamin de dix-huitième tournait dans ses mains son reste de kepi.

—Vous me connaissez, mon capitaine, et vous savez bien que la chose ne me va guère. J'aimerais bien mieux rire avec les camarades que la compagnie.

—C'est vrai, tu es un garçon de cœur! Au fond, je ne peux t'en vouloir! Seulement, puisque tu quittes la compagnie, et que nous ne savons pas si nous nous reverrons, j'ai voulu te dire adieu. Bonjour. Va couper tes plans de victoires. Tu auras plus chaud devant la table que nous dans les bois!

—Oh! pour cela non, mon capitaine. Nous n'aurons pas de feu au bureau, et j'y gèlerai.

—Adopte une ceinture de flanelle et un gilet de tricot; il y en a encore chez l'épicier.

—Accepter, mon capitaine, c'est impossible. Il m'a une petite somme, au départ. Il ne plus un sou.

—Tiens, voilà un louis; contre chez l'épicier. Il n'y dort probablement guère.

—Merci, mon capitaine.

—Et sagga la main qu'on lui tendait, salua, et sortit.

Aux premières lueurs de Noël, le crépitement de la mitraille réveille soudain ceux qui étaient accroupis sur leur chaise. Les Prussiens se bouclaient en masse, par toutes les routes de la forêt. Les grand'gardes se replaient en faisant le coup de feu.

Un quart d'heure, la compagnie est groupée sur la place du village, autour du capitaine. Un cavalier blanc d'écu sur le rognon et lui remet un ordre, écrit sur la page de son carnet :

"Nos forces sont insuffisantes ici. Les troupes se replient sur deux lieues en arrière. Vous soutenez le premier effort de l'ennemi : tenez aussi longtemps que possible à B..... pour couvrir la retraite."

Aussitôt, la compagnie s'établit autour de l'église. On lui distribue les cartouches supplémentaires. Elle n'attend pas longtemps. Les Prussiens, poussant de formidables hurrahs, se précipitent sur le village, au feu de peloton les accueille. Ils reculent un instant, puis reprennent leur élan. Une seconde décharge les arrête, mais ils ripostent avec énergie. Plusieurs hommes tombent. Le capitaine commande :

—Allons, mes enfants, feu à volonté! Ménagez les cartouches! Ne visez qu'à coup sûr.

Alors commence un combat homérique, où les adversaires ne sont séparés que par une trentaine de mètres, où les détonations se succèdent rapides et saccadées, renversant chacune un combattant. On s'interpelle comme dans l'*Iliade*, et les deux langues se croisent en interpellations pittoresques :

—Ah! c'est bête, grand sacogrille, qui m'a visé! Tiens! voilà ton affaire! Paf!

—A toi, le petit gros du coin! Tiens! tu ne crieras plus comme un âne! Paf!

Les officiers dirigent le tir, appelant nominativement leurs hommes.

—Visez-z-droite!

—Visez plus bas.

—Visez donc ce barbu qui tire si bien!

—A celui de gauche, maintenant! Les vides se multiplient des deux côtés. L'ivresse de la poudre gagne tous les survivants. Le lieutenant supplie :

—Mon capitaine, vous savez comme je tire! Permettez-moi de ramasser un fusil. J'ai des cartouches dans ma poche!

—Allez!

Du geste, le salue sous-lieutenant demandant à l'imiter.

—Allez!

Soudain, le capitaine remarque la sonnerie qui faisait rage à ses côtés, et qui ne constituait que mediocrement à animer ses hommes.

—Tiens! mon clairon! Ah! te voilà revenu! Tu as donc lâché ces plans!

—Dame! mon capitaine : du moment qu'on se cognait!

—C'est bien, ce que tu as fait là.

—Mon capitaine, laissez-moi faire comme les officiers!

—Oui. On meurt trop. J'ai besoin de tous mes fusils. Tire.

Et le clairon joyeux lâche son instrument, saisit une arme par terre, cherche des cartouches, et, en un jour à la famille inconnue ; puis il appelle :

—Eh! là-bas, l'annônier. En voilà encore un qui a laissé de vous!

Un jeune abbé, fort crâne, qui remplissait ces fonctions, qui n'a depuis récompensé le ruban rouge, accourt sans hésiter, s'agenouille sous une vraie grêle de projectiles, approche des lèvres bleuies un cordial qui ranime le mourant :

—Vous me reconnaissez, mon ami?

—Oui, murmure le clairon.

—Au Dieu vous appelle, voulez-vous paraître absous, devant lui?

Le blessé répond par un signe.

L'abbé élève la main et prononce sur sa tête la formule sacrée. Puis il fait un mouvement, pour courir à d'autres.

Mais le clairon supplicant le retient par une suprême étreinte.

—Mon cher enfant, le médecin va venir!

Le mourant lui sert de nouveau la main : c'est de l'aumônier qu'il a encore besoin.

—Vous pensez à vos parents, n'est-ce pas? Je leur porterai votre adieu.

Le clairon esquisse un sourire ; mais il retient le prêtre.

—Est-ce que vous avez une inquiétude de conscience?

—Oui.

—Vous regrets sont sincères ; ils suffisent, pour le moment. Remettez-vous-en à la bonté de Dieu!

La viable angoisse du mourant se manifeste davantage.

—Voyons, mon cher enfant, n'essayez pas de parler. Répondez-moi par signes. Y a-t-il dans votre une indélicatesse commise, une réparation à opérer?

Le jeune homme fit un signe négatif.

Le capitaine était tout proche, animant de son commandement sa compagnie décimée, debout au milieu de ses tireurs qui tombaient un à un. Il entendait involontairement cette confession suprême.

—Est-ce qu'il s'agit d'un meurtre?

Le mourant tourna faiblement la tête.

—Vous songez peut-être à quelque désordre moral, à une femme, aux suites d'une faute?

Encore un non, jaillissant avec un flot de sang.

L'aumônier reprit :

—Quoi que ce puisse être, mon ami, Dieu vous pardonne, puisque vous le lui demandez.

Mais la ténacité du mourant ne se lassait pas. Il recueillit ses dernières forces, et jeta, dans un effort, cet aveu, qui, par un étrange mirage, occupait sa pensée défaillante.

—Je..... Je dois..... Je dois vingt francs à mon capitaine!

Et le clairon, comme déchargé d'un poids insupportable, exhala un soupir satisfait..... Ce fut le dernier.

L'abbé courut à d'autres. Mais il revint peu après à la même place. Car le capitaine tombait à son tour sur la neige, au milieu des cadavres.

Celui-ci en est revenu. Et quand Noël lui ramène la date anniversaire de cette hécatombe oubliée, le souvenir de son pauvre clairon se trouve, avant les autres, sous sa plume et dans son cœur.

L. DE LA BRIÈRE.

(Dans la *Gazette de France.*)

Récompenses aux ouvriers français méritants. — Le conseil d'administration des chambres syndicales de Paris et de la Seine pour l'industrie du bâtiment a procédé, le 26 décembre, à la distribution des récompenses qu'il décernait, pour la troisième fois, aux ouvriers méritants.

M. Lockroy, ministre du commerce, avait tenu à présider cette cérémonie.

A ses côtés, on remarquait : MM. Mozet, président des chambres syndicales ; E. Gignon, vice-président ; Francastel, trésorier ; Guiat, secrétaire ; Bertrand, président honoraire ; Muret, conseiller municipal de Paris, etc.

M. Lockroy, qui a fait son entrée aux accens de *la Marseillaise*, a pris place au bureau et a prononcé, après une allocution très applaudie de M. Mozet, un discours dont voici la substance :

"C'est en faisant participer les ouvriers aux bénéfices que nous arriverons à faire comprendre que tous les intérêts français se tiennent et qu'il ne doit y avoir pour eux, en matière commerciale, d'autre ennemi que l'étranger. [Applaudissemens].

"Je considère que les intérêts des patrons et des ouvriers sont intimement liés ; qu'ils sont fils de la même race et que, par conséquent, ils doivent s'unir pour combattre la concurrence étrangère. [Applaudissemens.] Nous ne pouvons la vaincre que par cette indissoluble union. [Nouveaux applaudissemens.]

"Paborderai, maintenant, la question sociale dont a parlé M. Mozet, qui a ainsi mis le doigt sur une grosse difficulté de l'heure actuelle.

"A mon avis, il ne s'agit point, comme en 1848, de chercher dans des systèmes séduisants la solution des problèmes sociaux. A notre heure, nous devons tenter de combler les abîmes que les régimes précédents ont creusés entre les classes.

"C'est là une des constantes préoccupations du ministère. (Applaudissements.)

"Notre socialisme à nous consiste, non à niver, mais à concilier ; car nous pensons que par l'union de tous ses enfants la France pourra conquérir sa place sur le champ de bataille industriel. C'est sur ce champ de bataille où la que la France ne doit pas se laisser vaincre. (Salve d'applaudissements).

"Je vous invite en célébrant les chambres syndicales qui l'ont beaucoup pour la patrie et d'avoir donné l'exemple de l'union ; cette institution a montré qu'il était possible à la France de lutter avec avantage contre la concurrence étrangère."

Les paroles du ministre ont été concertées d'applaudissemens ; il a été procédé ensuite à la distribution des récompenses ; 1 croix décernées au nom du conseil d'administration et 20 au nom des chambres syndicales.

A la fin de cette distribution de récompenses aux ouvriers les plus méritans, M. le ministre du commerce et de l'industrie de cinq deux médailles du Mérite ouvrier à MM. Philippe et Auclin, qui depuis quarante-cinq ans travaillent dans le même atelier.

Le soir, un banquet de près de 300 couverts réunissait les membres des chambres syndicales et les lauréats à l'Hôtel Continental.

Décédés hier, 12 janvier à 6 heures p.m., Dame I. D. CHARBONNET née Louise Constant. Les amis et connaissances de la famille sont respectueusement invités à assister à ses funérailles qui auront lieu cette après-midi, à 1 p.m. Le convoi partira de sa dernière résidence 717 rue Dauphine.

Les journaux de St. Jean Baptiste et Baton-Rouge sont prier de reproduire cet avis.

MESSE FUNEBRE

Une messe funèbre du bout de l'an sera dite, VENDREDI, le 14 janvier, à l'Eglise de l'Annonciation (Sacré-Cœur), pour le repos de l'âme de feu J. P. ROI LIDE. Ses amis et connaissances sont priés d'y assister.

De la part de sa veuve et de ses enfants.

13jan—1f

PICKWICK CLUB BUILDING,
No 140 rue du Canal.
B. TREMOULET
Vend en gros et en détail VINS et LIQUEURS de toutes sortes. Comestibles de choix, etc.
Livraison à domicile — 8 nov50—1anPP

LA TOMBOLA
pour le bénéfice des orphelins, afin de leur donner des couvertures de laine, aura lieu SAMEDI 15 an No. 77 de l'Esplanade, de midi à quatre heures. Tout le monde est invité à venir assister au tirage, et les personnes qui ont des billets se recevoir leur prix. Les prix qui n'auront pas été réclamés au 22 seront envoyés aux orphelins.
Grab bag. Rafraichissements. 13 jan—3f

Bureau de la Compagnie d'Assurance du Sud de la Nouvelle-Orléans, rue du Camp, 31 — Nouvelle Orléans, 12 janvier 1887.—A une réunion du Conseil d'Administration de cette Compagnie, tenue le 11 de ce mois, le dividende interet semi annuel régulier de QUATRE POUR CENT sur le capital a été déclaré payable, sur demande, aux actionnaires.
SCOTT McGEHEE, Secrétaire.
13jan—7f

Nous recevons en ce moment
10,000 Barils
CHARBON "RAYMOND,"
Kanawha, Va.
Ce charbon est incomparable pour l'usage de famille, il ne consume ni cendres ni petits pas et conserve la braise du jour au lendemain.
Essayez le. 50 c le baril.
Tremoulet & Cie.,
No. 30 rue Carondelet.
11 jan—